

**Luxembourg - Conférence de presse
de M. Emmanuel Macron, président
de la République, au Luxembourg -
Propos de M. Macron**
(Luxembourg, 29 août 2017)

Monsieur le Premier ministre, Cher Xavier,

Je suis ravi de retrouver messieurs les Premiers ministres, Xavier Bettel et Charles Michel, pour cette nouvelle réunion qui, au-delà des discussions bilatérales que nous avons pu avoir ces derniers mois, succède à cette rencontre trilatérale que nous avons tenue le 20 juillet à Paris.

J'ai d'abord pu, en me rendant pour cette première visite au Grand-duché de Luxembourg, rencontrer le grand-duc et la grande duchesse, avoir un premier entretien, et bien sûr avoir cet entretien bilatéral avec le Premier ministre. Les liens entre nos deux pays sont multiples, ce sont, au-delà des liens de voisinage, ceux d'une relation du quotidien. Il y a une réussite luxembourgeoise qui s'appuie sur l'excellence, les talents français, et il y a la force et l'importance des travailleurs frontaliers qui trouvent un travail, un salaire au Luxembourg. Et donc nous avons parlé de ce sujet bilatéral, de notre volonté de faire avancer des projets concrets et j'ai bien noté la volonté du Premier ministre, dans le cadre de la grande région, de construire des projets cohérents avec la politique qu'il veut conduire, dans le cadre aussi d'une coopération décentralisée. J'aurai donc un échange avec les présidents de collectivités concernés en France pour que nous puissions améliorer encore la relation du quotidien que vivent nos travailleurs frontaliers, parce que c'est un sujet extrêmement important pour ces derniers et pour le Luxembourg. Le Premier ministre a rappelé le sujet de la centrale de Cattenom mais je crois que nous y reviendrons sans doute dans les questions. Je sais la mobilisation qu'il y a sur ce sujet, je sais sa sensibilité au Luxembourg et je pourrai si vous le souhaitez revenir sur le processus dans lequel la France s'est inscrite à cet égard.

Au-delà de cette relation bilatérale, c'est bien évidemment l'Europe dont nous avons parlé et dont nous allons tous les trois continuer à discuter ce soir. Avec un agenda de court terme qu'a rappelé le Premier ministre, un agenda de protection que, depuis le printemps dernier, nous défendons ensemble, avec de premières avancées. Cet agenda de protection c'est celui qui nous a permis, au-delà de nous trois, à plusieurs autres États membres de soutenir l'initiative lancée par la commission européenne d'une Europe de la défense avec une avancée historique en juin dernier permettant une coopération structurée permanente et un fonds européen de défense. C'est un agenda pour améliorer l'organisation de l'Europe face aux migrations et pour améliorer sa sécurité aux frontières. Et à ce titre je souhaite vivement que nous puissions accélérer les travaux, nous en avons là aussi longuement parlé. J'ai réuni hier à Paris trois autres États membres, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, avec plusieurs de nos partenaires africains : il est évident que le besoin d'une Europe qui s'organise beaucoup mieux sur ses frontières externes, la gestion commune du droit d'asile est une nécessité, donc nous devons accélérer l'agenda européen.

L'Europe qui protège c'est aussi celle qui a une politique commerciale responsable et tout en défendant le libre-commerce, ce qui est notre cas, c'est la volonté qui est la nôtre de préserver les investissements stratégiques et d'avoir une Europe qui sait protéger ses travailleurs face au dumping et à la concurrence déloyale. Nos trois pays sont des pays où l'activité sidérurgique est forte, où l'activité industrielle a non seulement une tradition mais un avenir et où nous avons eu à subir des attaques déloyales de certaines puissances face auxquelles l'Europe doit savoir réagir. Et là aussi nous sommes très attachés à des avancées concrètes et je ne doute pas que lors du prochain conseil et les prochaines décisions de la commission nous puissions encore accélérer ce qui a été commencé ces derniers mois.

Enfin, l'Europe qui protège, le Premier ministre l'a rappelé, c'est celle qui crée aussi de la protection sociale pour nos travailleurs et c'est là où la révision de la directive pour les travailleurs détachés est une nécessité que nous portons tous les trois avec beaucoup de force parce que nous voyons dans nos pays les méfaits de l'utilisation de la directive actuelle qui tire vers le bas le modèle social européen et qui ne permet pas de définir des standards qui sont au niveau de ce que les travailleurs partout en Europe sont en droit d'attendre. Dans nos pays nous devons réformer, transformer partout où c'est nécessaire mais il est indispensable que nous puissions avoir une cohérence européenne en la matière. L'Europe n'a pas été construite pour favoriser des modèles de dumping social ou de dumping fiscal, elle a été construite pour créer de la convergence en cette matière, c'est d'ailleurs tout le sens du marché unique et des fonds structurels qui ont pu accompagner l'élargissement.

À ce titre, le Premier ministre l'a rappelé, j'ai la semaine dernière effectué une tournée dans plusieurs pays européens, je reparlerai de ce sujet avec plusieurs pays partenaires, je souhaite que nous puissions sous la présidence actuelle trouver un accord au niveau des ministres qui sera répercuté au niveau des chefs d'État et de gouvernement et qui nous permettra de réviser cette directive pour limiter la durée du travail détaché, pour améliorer les contrôles, pour lutter contre les sociétés boîtes aux lettres et pour avoir une coopération en termes de contrôles beaucoup plus forte entre les États membres et enfin pour que partout dans un pays à travail égal il y ait un salaire égal.

Au-delà de cet agenda de protection de court terme, ce qui nous anime c'est une volonté de relancer en profondeur l'Europe. Je dois dire que depuis plusieurs semaines nous avons des échanges réguliers au-delà de nos rendez-vous tous les trois, des échanges intenses qui m'ont convaincu que la génération de dirigeants que nous représentons a une responsabilité toute particulière pour l'Europe. Il y a eu la génération des fondateurs, celles et ceux qui ont eu à gérer ensuite la croissance et le choix qui nous est posé est simple, c'est de savoir si nous voulons assister au délitement de l'Europe et après des discussions qui seront forcément longues sur le Brexit avoir des discussions sur le départ de tel ou tel autre État membre, ou si nous voulons être la génération qui refondra l'Europe. Tous les trois nous avons fait ce choix.

J'ai pu hier soir avec nos autres partenaires, Allemagne, Italie, Espagne, avoir une discussion aussi sur ce sujet. J'aurai une discussion avec le Premier ministre néerlandais jeudi en France et je continuerai à échanger avec l'ensemble de nos partenaires dans les semaines qui viennent pour pouvoir proposer une dizaine de points fondamentaux qui, je le pense profondément, je le crois et nous le croyons parce que nous l'avons partagé, nous avons commencé à en partager la teneur, permettront de relancer l'Europe, de relancer l'Union économique et monétaire pour

une plus grande intégration de la zone euro, permettront de relancer cette Europe sociale à travers un vrai mécanisme de convergence, une Europe fiscale à travers un vrai mécanisme de convergence, d'aller encore plus loin sur l'Europe de la défense, des migrations, d'avoir des acquis extrêmement forts en matière de numérique, d'enseignement supérieur et de recherche et de pouvoir construire ce qui sera en quelque sorte l'ensemble des critères qui permettront une plus grande intégration d'un coeur d'Europe. Non pas en définissant quelles en seraient dès le début les membres comme s'il s'agissait d'un cercle fermé mais en créant ce que je crois nous représentons devant vous aujourd'hui, c'est-à-dire une coalition de bonne volonté et une détermination à avoir de l'ambition pour notre continent.

Nous aurons à la fin du mois à Tallinn une discussion sur l'agenda numérique comme l'a rappelé le Premier ministre luxembourgeois, mais je souhaite que nous puissions tous les trois à ce moment-là aussi porter le contenu de ce projet pour permettre dans les prochains mois d'animer cette relance européenne et d'ici la fin de l'année partager avec l'ensemble des partenaires qui le souhaiteront une feuille de route commune que nous pourrons ensuite développer avec nos opinions publiques.

Je tenais en tout cas, au-delà de tout ce qui a été dit par le Premier ministre luxembourgeois et que je ne vais donc pas répéter sur la nature de nos échanges bilatéraux et trilatéraux, redire le plaisir que j'ai ce soir à être avec Charles Michel et Xavier Bettel et remercier à nouveau le Premier ministre pour son invitation et son accueil./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)